


Les matériaux de la résistance

Laurent D'Altoe ■ Mai 2018

A solid red vertical bar is positioned to the left of the text.

« Ne pas se laisser faire » ; « agir » ; « lutter »... Autant de termes qui appellent à l'action face aux oppressions aussi diverses que nombreuses.

Risquons d'abord une définition de la résistance : « *Refus d'accepter, de subir les contraintes, violences et/ou vexations, jugées insupportables, qui sont exercées par une autorité contre une personne, les libertés individuelles ou collectives; l'action qui en découle* ». ¹

Premier point: pour envisager de résister, il faut ressentir une situation comme tellement frustrante qu'elle en devient impossible à assumer. Il s'agit donc aussi bien d'un ressenti individuel que collectif qui peut varier en fonction de la sensibilité personnelle ou bien de la capacité de résilience d'un groupe. Comme le disait Guy Bajoit : « *Il faut que l'enjeu de l'action soit constitué par un « bien » hautement valorisé par le modèle culturel régnant et dont certains individus se sentent privés : que la privation soit objective ou non n'est pas sans importance, mais ce qui importe le plus, c'est le sentiment de privation. (...) Il faut qu'ils croient que c'est possible, maintenant : qu'ils aient l'espoir que leur situation va enfin s'arranger et qu'ils pourront accélérer cette amélioration en intervenant maintenant... (...) Il faut qu'ils attribuent la cause de leur privation à un autre acteur avec lequel ils sont en relations, si possible directes (les patrons, les hommes, les blancs, les colonisateurs, les spéculateurs, les riches...), c'est-à-dire à une source à laquelle ils peuvent s'attaquer* » ².

Les formes de résistances, quant à elles, sont aussi variées que les causes auxquelles elles s'adaptent : le spectre s'étend de la lutte armée en passant par diverses formes plus ou moins non-violentes, avec des intensités infiniment contrastées.

Par exemple, le fait de manifester collectivement en rue peut constituer un refus de telle ou telle situation. Une grève se situe également dans un cadre de résistance socio-économique...

Autre possibilité : la désobéissance civile que l'on pourrait définir comme : « *Une forme de résistance passive qui consiste à refuser d'obéir aux lois ou aux jugements d'ordre civil. Elle a pour objectif d'attirer l'attention de l'opinion publique sur le caractère inique ou injuste d'une loi avec l'espoir d'obtenir son abrogation ou son amendement. Ceux qui pratiquent la désobéissance civile sont prêts à encourir les peines, dont l'emprisonnement, qui pourraient leur être infligées pour avoir enfreint la loi* » ³.

Bien sûr, des formes plus radicales existent également (la lutte armée, le recours à certaines formes de violences...). Ces dernières se situant généralement en bout de course d'un processus de dégradation des relations sociales et/ou de l'exaspération d'une partie de la population.

En fait, le recours à telle ou telle modalité d'action dépend en grande partie de la légitimité que le groupe accepte. En d'autres termes, ce qui constitue une action légitime pour les uns (le recours à la violence par exemple) ne sera pas nécessairement accepté par d'autres. Une résistance collective sera d'autant plus partagée que ses modes de fonctionnement le sont également par un plus grand nombre. « *L'organisation doit savoir choisir des méthodes légitimes de lutte. Il est préférable que le groupe ait recours à des formes de lutte qui paraissent légitimes aux yeux de l'ensemble de la population (je dis bien légitimes, et non légales !)* » ⁴.

Notons cependant que l'acceptation (ou non) de méthodes spécifiques de résistance au sein du plus grand nombre est sujette à bien des variations en fonction des époques et, surtout, des

¹ <http://www.cnrtl.fr/definition/r%C3%A9sistance>

² Guy Bajoit : « Quinze conditions pour passer à l'action collective », in revue Antipodes, 9/03/2011.

³ http://www.toupie.org/Dictionnaire/Desobeissance_civile.htm

⁴ Guy Bajoit, op.cit.

discours dominants portés par le monde politique et les médias « mainstream ». Pour illustrer ce propos, on pourra utilement observer la dégradation de l'image de la grève en tant que moyen de pression au sein de l'opinion publique. D'arme de revendication sociale et économique jusque dans les années 70, elle est aujourd'hui vue, au mieux, comme une entrave aussi inutile que coûteuse à la sacro-sainte économie de marché.

Autres temps, autres mœurs...

Racines historiques

Qui dit résistance dit également références historiques à la lutte contre l'occupation nazie lors du second conflit mondial. Evidemment, les conditions ont changé, mais ce lien demeure encore bien plus actuel que l'éloignement temporel ne pourrait le laisser croire.

On peut citer, en France, le retour au-devant de la scène du programme du Conseil national de la Résistance (CNR)⁵ qui, au sortir de la guerre, élabore sur un large consensus une feuille de route à caractère social et économique. Parmi les points essentiels, on épinglera l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, les nationalisations, l'augmentation des salaires, le rétablissement d'un syndicalisme indépendant, une sécurité sociale large et solide... Autant de point qui furent les piliers de la reconstruction du pays sur une base plus redistributrice.

Tout cela est bien loin me direz-vous... Et bien pas tant que cela puisqu'il n'y a pas si longtemps, Denis Kessler, ancien vice-président du Medef (patronat français) déclarait : « *Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. (...) La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* »⁶. Rien que ça...

Il n'est donc pas exagéré de reprendre les références de la résistance de 40-45 par rapport aux combats d'aujourd'hui, puisque, à l'évidence, c'est bien aux acquis historiques de cette dernière que le monde néo-libéral s'attaque aujourd'hui.

Et pourtant, cet esprit résistant n'est pas mort, contrairement à ce que l'on veut nous faire croire. Les cheminots français, les travailleuses et travailleurs de chez Lidl en Belgique, les zadistes de Notre-Dame des Landes,... Partout, des femmes et des hommes refusent que l'on sacrifie la solidarité sur l'autel d'un capitalisme débridé.

Car la résistance, c'est avant tout un état d'esprit face aux injustices de ce monde. Comme le rappelait le sociologue Pierre Bourdieu : « *La politique néo-libérale, fondée sur une vision étroite de*

⁵ Le Conseil national de la Résistance (CNR) était l'organisme qui dirigea et coordonna les différents mouvements de la Résistance intérieure française pendant la Seconde Guerre mondiale, toutes tendances politiques comprises. Ce conseil était composé de représentants de la presse, des syndicats et des membres de partis politiques hostiles au gouvernement de Vichy à partir de la mi-1943. Son programme, adopté en mars 1944, prévoit un « plan d'action immédiat » (c'est-à-dire des actions de résistance), mais aussi des « mesures à appliquer dès la libération du territoire » (une liste de réformes sociales et économiques). (Source Wikipedia).

⁶ Denis Kessler : « Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde », in Challenges, 04/10/2007.

l'économie, a pour objectif de détruire tous les collectifs (État, associations, familles, etc.), tous les freins au marché pur, pour permettre à ses forces de s'exercer en toute liberté. »⁷

Et il faut toute la volonté issue de la révolte pour se dresser contre les discours ambiants qui tendent à décrédibiliser toute forme d'opposition au rouleau compresseur de la pensée unique : grèves « politiques », actions syndicales « sauvages », « immobilisme », Des termes jetés comme des projectiles à la face de ceux qui osent encore dire non.

On pourra toujours rétorquer que faire référence à la résistance de la seconde guerre mondiale est une forme coupable de passéisme qui empêche le « progrès » de s'étendre. Mais arrêtons-nous quelques instants sur ce que déclarait Lucie Aubrac : « *Quand nous avons commencé à résister, on voulait voir notre pays dans une situation meilleure, on y croyait ! Pourtant, on a commencé pendant l'hiver 40-41, avec nos petits tracts et nos petits graffitis. Ça semblait dérisoire, face à la puissance de l'occupant. Mais on se disait qu'on ne risquait pas grand chose, et c'était comme un jeu. En revanche, en 42-43, c'était beaucoup plus dangereux, il fallait du courage pour entrer dans la Résistance à ce moment-là. Mais tous ces gens, au fond, étaient des optimistes. Sinon, ce n'était pas la peine de se battre* ». ⁸

On peut donc retenir qu'il ne faut pas d'immenses moyens, ni au départ être très nombreux, pour lancer une initiative, petite ou grande.

Et puis surtout, il faut être optimiste, comme le rappelait Winston Churchill : « *Un pessimiste voit la difficulté dans chaque opportunité, un optimiste voit l'opportunité dans chaque difficulté.* »

⁷ Propos recueillis par Jérôme Meizoz, 11 mars 1998, in Le Temps, Genève, 28-29 mars 1998, p. 11.

⁸ http://www.ville-gardanne.fr/IMG/article_PDF/article_a7161.pdf